

Le plan de relance favorise-t-il trop les entreprises ?



Christophe Ramaux
Maître de conférences à Paris I,
membre du collectif des Économistes atterrés
(Source photo: Christophe Ramaux)

Ce plan oublie les ménages modestes victimes de la crise

Personne ne conteste la nécessité d'aider les entreprises durement frappées par la crise. Pour autant, cela n'empêche pas de discuter les mesures prises et les priorités retenues. Je note d'abord que ce plan de relance reste assez « petit bras » par rapport à ce que font d'autres pays comme les États-Unis ou l'Allemagne. De plus, il y a dans les 100 milliards d'euros une part de gonflette car on recycle des dépenses déjà annoncées sur les investissements pour la transition écologique ou le chômage partiel.

L'autre problème, c'est que le gouvernement profite de ce plan pour introduire des mesures durables qui n'ont rien à voir avec la crise du Covid-19 et représentent de nouveaux cadeaux coûteux offerts au capital. L'exemple le plus frappant est la baisse des impôts

lancé ressemble beaucoup à la politique appliquée depuis des décennies, avec l'objectif de libérer le capital et d'imposer la modération salariale.

À l'inverse, le gouvernement a repoussé toutes les pistes défendues par de nombreux économistes afin d'aider les ménages. Bien sûr, j'entends que le chômage partiel a constitué un filet de sécurité appréciable pour beaucoup de salariés. Mais on oublie tous les emplois précaires, intérim, CDD, qui ont vu leur activité stoppée par la crise et se sont retrouvés au chômage, alors qu'ils n'avaient parfois pas assez cotisé pour bénéficier d'une allocation.

De même, on insiste beaucoup sur les 100 milliards d'euros supplémentaires mis de côté par les ménages. Mais cela ne concerne que ceux qui ont les moyens d'épargner. De nombreux foyers se sont au contraire appauvris avec la crise, et le plan fait l'impasse sur ces ménages modestes, principales victimes de la crise.

Au vu de cette réalité, il aurait donc été bienvenu de distribuer aussi du pouvoir d'achat aux ménages, sous condition de ressources évidemment. Un chèque relance de l'ordre de 1 000 € distribué à environ un tiers des ménages aurait coûté entre 9 et 10 milliards d'euros. Il aurait pu être financé par un prélèvement exceptionnel sur les hauts patrimoines et les hauts revenus, ce qui aurait eu du sens en termes de cohésion sociale. Ce chèque aurait pu être ciblé sur des achats made in France, permettant de mettre en pratique les proclamations du gouvernement sur la nécessité de relocaliser la production.

Recueilli par Mathieu Castagnet

Ce plan de relance reste assez « petit bras » par rapport à ce que font d'autres pays.

de production. Sur les deux ans du plan de relance, cela représente 20% des 100 milliards engagés. Surtout, la mesure sera pérenne et se prolongera donc après la fin de l'épidémie, tout comme d'ailleurs la baisse de l'impôt sur les sociétés que le gouvernement entend poursuivre.

À l'avenir, ces dizaines de milliards d'euros vont manquer aux finances publiques, accentuant encore la pression pour imposer de nouvelles mesures de rigueur. Tout cela fait que ce plan de re-